



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale dei trasporti

Zentralsekretariat
Kommunikation
Steinerstrasse 35
Postfach 1008
3000 Bern 6

Mobile +41 79 357 99 66
media@sev-online.ch
www.sev-online.ch

Communiqué de presse du 8 novembre 2023

Les transports publics ne doivent pas être lésés par l'UE

Lors des négociations avec l'UE, le Conseil fédéral ne doit pas faire de concession sur le dos des transports publics. C'est ce que demande le Syndicat du personnel des transports SEV. Ni le trafic voyageurs international ni le transport ferroviaire de marchandises ne doivent faire les frais de la pression exercée par la Commission européenne en faveur d'une libéralisation. Le SEV salue la poursuite du dialogue avec les partenaires sociaux. Au vu des divergences existantes entre le Conseil fédéral et les syndicats, il est urgent de poursuivre les discussions.

« Nous ne voulons pas que la situation rejoigne celle de l'Allemagne », affirme Matthias Hartwich, président du SEV. « La libéralisation imposée dans le secteur ferroviaire dans certaines parties de l'Europe a souvent amené une moins bonne offre, de plus mauvaises conditions de travail pour le personnel, un manque de ponctualité et de fiabilité. Pourquoi sacrifier le système suisse, qui est performant, afin de faire une faveur à la Commission européenne? Peut-être que les partisans de la libéralisation en Suisse y voient une chance pour faire avancer leur propre agenda sous la protection de l'UE? »

En Suisse, le modèle de coopération a fait ses preuves. En clair, les entreprises de transport ne sont pas en concurrence les unes avec les autres. Elles n'exploitent pas certaines lignes rentables dans le but de réaliser le maximum de bénéfices, mais elles contribuent toutes ensemble à un réseau global qui profite à tous. « Une ouverture des marchés dans le trafic voyageurs international entraînerait un changement des paramètres qui mettrait en péril l'ensemble du système de transports en Suisse, étant donné que l'intégration du système et le financement ne seraient plus garantis, » prévient Matthias Hartwich.

La politique de libéralisation de la Commission européenne représente également un danger pour le fret ferroviaire. Dans l'UE, des procédures sont en cours contre la SNCF en France et la DB en Allemagne à cause de subventions accordées au rail dans le trafic marchandises qui, soi-disant, causeraient des distorsions de marché. Résultat: le trafic marchandises s'en va de plus en plus du rail vers la route. Lors de plusieurs votations populaires, les Suisses ont clairement montré qu'ils veulent à long terme un transfert du trafic de la route au rail. Or, sans aides financières, ce n'est pas possible. C'est pourquoi, pour la Suisse, l'interdiction par l'UE de les accorder est un non-sens.

Le SEV n'est pas opposé à une ouverture de la Suisse à l'UE. Bien au contraire: les chemins de fer font le lien entre les pays. Mais une ouverture ne doit pas se réaliser au détriment du service public. Les autres syndicats européens soutiennent également le SEV dans ce sens, eux qui subissent directement les conséquences de la libéralisation européenne ainsi que de la frénésie de la concurrence et mènent en ce moment diverses campagnes pour lutter contre cela.

Renseignements complémentaires:
Matthias Hartwich, président SEV, matthias.hartwich@sev-online.ch, +41 79 945 57 26